



## Compte rendu de la table ronde : « Comment la France a-t-elle perdu sa compétitivité ? »

Sciences Po

31 janvier

Amphithéâtre Jacques Chapsal (27 rue Saint Guillaume)

### Eléments de contexte :

La table ronde était présidée par **Bruno Durieux**, ancien ministre délégué au Commerce extérieur puis à la santé, actuellement président du Comité national des conseillers aux affaires extérieures et président de la Commission des comptes de la santé.

Elle comptait la participation de: **Philippe Askénazy** (CEPREMAP), **Agnès Benassy-Quéré** (CAE), **Gilbert Cette** (Banque de France), **Philippe Martin** (Sciences Po)

Cette table ronde avait pour objectif de discuter quelles sont les raisons qui ont conduit la France sur le chemin de la divergence de sa productivité et de ses coûts ? Depuis la fin des années 90, la balance commerciale française n'a cessé de se dégrader, le déficit commercial depuis le début de la crise économique commencée en 2008 n'étant que la continuation de cette tendance bien plus ancienne.

### Intervention de Philippe Askenazy :

La présentation de **Philippe Askénazy** a introduit la discussion en partant d'une analyse critique des arguments couramment avancés pour expliquer le déclin de la compétitivité française et notamment ceux du « Rapport Gallois » à savoir : l'effondrement de l'industrie manufacturière, des coûts du travail élevés et l'érosion des marges des entreprises. Son intervention s'est poursuivie en présentant des hypothèses de réflexion quant aux raisons possibles de la perte de compétitivité des entreprises françaises.

Il a ainsi montré que les chiffres traduisant un écart entre la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière française et allemande sont à étudier avec précaution. **Philippe Askenazy** rappelle que les chiffres présentés dans le rapport Gallois sont des agrégations qui obéissent à des principes de comptabilité différents, ce qui contribue à surestimer l'écart existant. En effet, en Allemagne, les agrégations de valeur ajoutée sont faites par branche et non par secteur comme c'est le cas de la France. Dans le cas Allemand, le commerce de gros est ainsi comptabilisé comme une part des activités industrielles, ce qui n'est pas le cas en France. Ces asymétries comptables couplées au fort développement des activités de service des industries manufacturières, contribue à surévaluer les écarts de valeur ajoutée de ce secteur d'activité. La comparaison serait donc à faire en utilisant des données d'Eurostat corrigées par secteur. Les résultats de ces analyses corrigées montrent une divergence modérée de ces écarts de valeur ajoutée, ce qui permet de tempérer le constat de déclin de l'industrie manufacturière française relativement à son voisin allemand.

Ensuite, il rappelle que l'argument de l'érosion des marges des entreprises françaises est également sujet à discussion car ces méthodes de comptabilisation des comptes nationaux ont des marges

d'erreur relativement significatives. Il rappelle ainsi qu'il ne faut pas confondre tendance de court terme et tendances lourdes. Il n'est selon lui, pas une priorité de discuter de ces chiffres en tenant compte d'écarts faibles qui expliqueraient des tendances irréversibles.

Ainsi, d'autres facteurs plus dramatiques peuvent expliquer le déclin de l'industrie manufacturière. Il cite tout d'abord l'hypothèse selon lui négligée de l'optimisation fiscale, en rappelant qu'un tiers du commerce français se fait de manière intra-multinationale, ce qui permet de localiser fictivement les activités dans les pays à faible taux marginal d'impôt sur les sociétés. **Philippe Askenazy** avance ensuite l'argument selon lequel les entreprises sont victimes d'une bulle spéculative affectant leurs valeurs du capital. Cette bulle a pour origine l'envol des prix (l'envol des prix des bâtiments est lié à leur partie foncière) et du foncier. Ainsi, l'explosion du poids de l'immobilier comme actif relatif à la valeur ajoutée contribuerait, en plus d'un accès à la propriété foncière plus difficile car plus cher, à une hausse significative des fonds propres des entreprises et déséquilibrerait les redistributions de capital internes à l'entreprise en la fragilisant. En effet, pour conserver une part des dividendes sur fonds propres constante dans un environnement où le montant des fonds propres augmente du fait de la hausse du foncier, les entreprises sont forcées d'augmenter les dividendes relativement à la valeur ajoutée.

### **Intervention d'Agnès Benassy-Quéré :**

**Agnès Benassy-Quéré** a ensuite apporté de nouveaux éléments d'analyse de la compétitivité française en commençant par étudier les performances de la France à l'exportation. Elle a ensuite ouvert des pistes de réflexion sur les stratégies sectorielles d'exportation envisageables en France.

La part du marché mondial des exportations françaises a été divisée par deux depuis 2000 alors que la part de marché mondial des exportations allemandes est restée relativement stable sur cette période. Il faut donc s'intéresser aux causes possibles de cet écart de performance qui peut s'expliquer par des écarts de compétitivité en termes de coûts ou de prix. Les écarts de prix en valeur unitaire n'étant pas si importants, il semble ainsi que la cause principale de ces différences de performance aient pour origine des écarts de compétitivité en termes de coût et plus particulièrement de coût du travail. **Agnès Benassy-Quéré** montre ainsi que les principales divergences de coût horaire entre le modèle Français et Allemand se situent dans le secteur des services marchands et non comme l'on pouvait s'y attendre dans l'industrie manufacturière. Plus particulièrement on observe que les coûts du travail les plus faibles du modèle allemand sont ceux des secteurs « abrités » et non ceux exposés à une forme de concurrence internationale. Ainsi, les prix des produits non exportés augmentent faiblement en Allemagne alors qu'ils augmentent fortement en France, en Espagne et au Portugal sur la même période. La modération de l'augmentation des coûts du travail dans ces secteurs s'explique notamment par les réformes de libéralisation du marché du travail menées en Allemagne dans les années 2000 (Réformes Hartz) qui ont engendrées de fortes modérations salariales. La France n'a pas suivi le même chemin. Cette stratégie de compétitivité hors prix engendre ainsi une baisse des coûts du travail dans les services mais également sur les prix des services aux entreprises ce qui permet de générer une hausse des marges des entreprises. Ce mécanisme entraîne également une modération salariale générale dans l'économie allemande par effet de contagion. De fait, l'investissement des marges supplémentaires dégagées par la modération salariale permet aux entreprises allemandes d'investir dans des activités de Recherche et Développement augmentant ainsi leur compétitivité hors coût, ce qui a pour effet de favoriser significativement les entreprises exportatrices allemandes.

Suite à cette présentation des différences de compétitivité franco-allemandes, **Agnès Benassy-Quéré** propose des pistes de réflexion pour renforcer la compétitivité française. Il existe une forte marge de

progression pour les entreprises françaises dans l'exportation de services, encore faible en France, et notamment de services incorporés aux exportations. La performance du Royaume-Uni dans ce secteur peut servir de référence. Le bon positionnement des entreprises françaises à l'international sur des marchés en croissance et les profits dégagés offrent ainsi des perspectives intéressantes pour l'économie exportatrice française. Elle dresse cependant le constat critique que même si les entreprises françaises sont très performantes à l'étranger, il est important de mieux percevoir ces revenus de l'étrangers et de les rendre visibles, en particulier face à la destruction d'emploi local qu'engendre ces stratégies d'exportation.

### **Intervention de Gilbert Cette :**

La présentation de **Gilbert Cette** rappelle également la dégradation alarmante du solde extérieur français. Il relativise cependant cette dégradation qui semble se ralentir depuis la fin de l'année 2011. Ensuite, il fait une analyse critique des causes possibles de cette dégradation avant de présenter des éléments de réponse pouvant être envisagés pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises.

Le déficit d'échange avec l'extérieur entre 2004 et 2011 a été compensé par les revenus d'investissements fait à l'étranger. Cette dégradation semble cependant s'être largement réduite voir arrêtée depuis la fin de l'année 2011, notamment vis-à-vis de la Zone Euro. L'hypothèse selon laquelle ces mauvaises performances commerciales internationales seraient dues à une mauvaise spécialisation de nos produits ou des destinations géographiques d'exportation peu dynamiques ne semble pas justifiée. L'explication est plutôt à chercher du côté des coûts salariaux et donc du coût unitaire du travail. Indirectement, les coûts du travail sont portés par les coûts élevés des services qu'achètent les industries manufacturières qui restent très élevés en France, ce qui pénalise les marges des sociétés non-financières. Il rappelle ainsi que depuis les années 2000, le taux d'épargne des SNF françaises se dégrade, notamment par rapport à ses voisins européens. Cette dégradation de la situation financière des entreprises françaises s'est particulièrement accentuée au moment de la crise et elle continue de se dégrader en France alors que celles de ses voisins s'améliorent. **Gilbert Cette** avance l'hypothèse d'un divorce entre le taux de marge et le taux d'épargne des entreprises, alors qu'on observe une croissance continue des dividendes des SNF. Cependant, cette augmentation des dividendes versés a été en partie gommée par la baisse des frais financiers sur la même période liée à la baisse des taux d'intérêts. Cependant, le niveau de distribution des dividendes reste relativement modeste par rapport à l'Allemagne. Le taux de marge des entreprises n'explique donc que partiellement le différentiel de compétitivité entre la France et l'Allemagne. **Gilbert Cette** pointe également le manque d'innovation de la France par rapport à l'Allemagne et les Etats-Unis qui prive les SNF françaises de gains de compétitivité potentiels. Il montre ainsi que le stock de brevets par personne employée déposés auprès de l'OEB reste significativement en dessous de celui de l'Allemagne.

**Gilbert Cette** préconise des réformes structurelles de long terme visant à déréguler le marché des services et le marché du travail pour générer des gains de productivité à travers le retour à la compétitivité de l'économie française. Dans l'attente de ces réformes structurelles, il préconise également des réformes de moyen terme comme le transfert d'une assiette masse salariale à une assiette large revenu pour le financement des prestations sociales universelles. Il souligne que ce transfert ne peut être que très progressif. De fait, selon lui, la mesure du CICE semble aller dans cette direction.

### **Intervention de Philippe Martin :**

Lors de son intervention **Philippe Martin** commence par rappeler la baisse des parts de marché des exportateurs français à l'étranger, surtout par rapport aux exportations européennes. Ensuite il s'est attaché à rappeler l'importance de l'équilibre importation/exportation dans la structure de production nationale.

En France, le nombre d'exportateur est révélateur de la perte des parts de marché à l'international. Ainsi, il existe une concentration très forte et progressive des exportations sur un petit nombre d'exportateurs. En effet, 5% des exportateurs représentent 90% des exportations agrégées en France, alors que les 5% des plus gros exportateurs allemands comptent pour 80% des exportations. Cette diminution du nombre d'exportateur est le reflet du manque de profitabilité des activités d'export pour les PME qui sortent progressivement du marché international. L'une des explications de ce manque de profitabilité n'est pas comme l'on peut s'y attendre le coût excessif du travail dans le secteur manufacturier, mais plutôt la part des coûts liés aux services qui représentent une proportion importante de la valeur ajoutée exportée. Ainsi, la modération salariale dans le secteur des services en Allemagne a permis une modération des prix à l'export mais surtout une hausse relative des marges. Cette hausse des marges a de fait permis de dégager des possibilités d'investissement dans des activités de recherche et développement et donc une montée en gamme des produits exportés, en améliorant la compétitivité hors prix des entreprises exportatrices allemandes. Philippe Martin souligne cependant l'existence d'un effet compétitivité prix rendant des produits de qualité accessible par les marges réinvesties. Il rappelle ensuite l'importance d'importer des produits intermédiaires à bas coût pour jouer à la baisse sur la compétitivité prix des exportations. Il préconise ainsi des mesures favorisant l'importation d'intrants à bas coûts.

#### **Intervention de Bruno Durieux :**

Faisant la synthèse et l'analyse des différentes présentations, **Bruno Durieux** souligne que l'on surestime le déclin industriel en France. Etant données les nombreuses externalisations d'activités de l'industrie manufacturière française, le poids de la branche manufacturière diminue dans l'économie française. D'autre part il souligne que la tendance de fond des habitudes de consommation se concentre de plus en plus vers les services. Il y a donc une tendance naturelle à la réduction de la part des industries manufacturières dans l'activité de production. Il rappelle également que l'on s'est attaché dans ces présentations à décrire les situations d'entreprises qui opèrent en France et qui représentent entre le quart et le cinquième de l'activité des entreprises françaises dans le monde. La diminution des parts de marché à l'exportation est certes préoccupante. Néanmoins, les reculs de part de marché ne donnent qu'une vision partielle de ce que sont les performances des entreprises à l'international. Selon lui les entreprises françaises gagnent des parts de marchés à international. Le déficit commercial est le miroir des déficits budgétaires et sociaux, il peut être signe à la fois de bonne et de mauvaise santé et reste donc un élément parmi d'autres de l'analyse de la situation économique française.

Revenant sur la question du coût du travail, **Bruno Durieux** considère qu'elle n'est pas une question déterminante de la perte de compétitivité des exportations depuis la France. Selon lui, cela tient notamment au fait qu'en Allemagne les entreprises de service ont beaucoup plus recours au travail à temps partiel alors qu'en France ces entreprises privilégient le travail à temps plein. Selon lui, sur la vraie performance de l'Allemagne est d'être le deuxième importateur mondial alors que la France a une tradition mercantiliste qui consiste à faiblement importer. Il faut donc importer pour exporter. La productivité s'explique ainsi par une bonne technique de production et une politique d'achat adaptée, à savoir, acheter à bas coût. Cela explique la position de l'Allemagne en faveur d'une monnaie forte qui permet l'importation à bas coût et la vente de biens de qualité à prix élevés. Enfin, il souligne le

mauvais management des entreprises françaises qui pénalisent ses activités. Il décrit ainsi la mauvaise qualité de la relation entre l'entreprise et ses parties prenantes à savoir : les salariés (qui apportent leur créativité et leur travail), et les relations de filières qui sont groupées en Allemagne mais qui fonctionnent sur le système d'appel d'offre en France. Ainsi, jouer collectif et long terme en France n'est pas l'optique qui prédomine, il parle alors de chaos du management français. Il termine en s'interrogeant sur les raisons de la baisse du nombre d'entreprises exportatrices en France et sur la nature des mesures à mettre en œuvre pour déréguler le marché des services.